

ASSYSTEM

Société anonyme

Tour Egée
9-11 allée de l'Arche
92400 Courbevoie

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

KPMG Audit
2, avenue Gambetta
92066 Paris-La Défense Cedex

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

ASSYSTEM

Société anonyme

Tour Egée
9-11 allée de l'Arche
92400 Courbevoie

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'Assemblée Générale de la société ASSYSTEM S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Assystem S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Évaluation des titres de participations

Notes 2, 4 et 5 de l'annexe des comptes annuels

Risque identifié	Réponse apportée
<p>Au 31 décembre 2020, les titres de participation, inscrits à l'actif pour une valeur nette comptable de 393,7 millions d'euros, représentent 66% du total du bilan.</p> <p>Comme indiqué dans la note 2 « Règles et méthodes comptables – Titres de participation » de l'annexe aux comptes annuels, les titres de participation sont comptabilisés, à leur date d'entrée, au coût historique d'acquisition ou à leur valeur d'apport. A chaque clôture, la société estime la valeur d'utilité de ses participations afin de déterminer si celle-ci est inférieure à la valeur nette comptable.</p> <p>Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.</p> <p>Pour l'estimation de la valeur d'utilité, et en fonction de l'activité exercée par la participation, la société retient principalement l'une des méthodes suivantes : une approche économique (fondée sur les flux de trésorerie prévisionnels ou sur la méthode des multiples d'EBIT) ou une approche patrimoniale (fondée sur la quote-part de capitaux propres détenus).</p> <p>Nous avons considéré l'évaluation des titres de participation comme un point clé de notre audit, compte tenu du poids des titres de participation au bilan, du degré élevé d'estimation et de jugement mis en œuvre par la Direction dans le choix de la méthode de calcul de la valeur d'utilité et de la sensibilité, selon la méthode retenue, de cette valeur d'utilité à la variation des hypothèses de prévision.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à prendre connaissance, pour chaque participation, de la méthode de calcul de la valeur d'utilité retenue et apprécier son caractère approprié en lien avec les caractéristiques économiques de chaque participation.</p> <p>Lorsque l'approche fondée sur les flux de trésorerie prévisionnels est retenue, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ apprécié la cohérence des données budgétaires utilisées avec celles présentées au Comité d'audit et approuvées par le Conseil d'administration, et la cohérence des données prévisionnelles par rapport aux hypothèses budgétaires ;▪ vérifié la cohérence des hypothèses retenues pour le taux de croissance à l'infini avec l'environnement économique à la date d'établissement des comptes ;▪ vérifié, avec l'appui de nos spécialistes en évaluation, le caractère raisonnable des hypothèses retenues pour la détermination du taux d'actualisation ;▪ comparé les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la réalisation des objectifs passés ;▪ vérifié que la valeur résultant des prévisions de flux de trésorerie a été ajustée du montant de l'endettement de l'entité considérée.

	<p>Lorsque l'approche fondée sur les multiples d'EBIT est retenue, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ apprécié la concordance avec les comptes de l'agrégat retenu et le bien fondé des multiples appliqués en comparaison avec ceux pratiqués dans des secteurs d'activité similaires ; ▪ vérifié que la valeur découlant de l'approche fondée sur les multiples a été ajustée du montant de l'endettement net de l'entité considérée. <p>Lorsque l'approche patrimoniale est retenue, nous avons vérifié que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures convenues et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés sur une documentation probante.</p> <p>Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations présentées dans les notes 2 - « Règles et méthodes comptables », 4 - « Tableau des filiales et participations » et 5 - « Provisions » de l'annexe aux comptes annuels.</p>
--	---

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-11 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Conformément au III de l'article 222-3 du règlement général de l'AMF, la direction de votre société nous a informés de sa décision de reporter l'application du format d'information électronique unique tel que défini par le règlement européen délégué n°2019/815 du 17 décembre 2018 aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. En conséquence, le présent rapport ne comporte pas de conclusion sur le respect de ce format dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société ASSYSTEM S.A. par l'assemblée générale du 26 août 1999 pour le cabinet Deloitte & Associés et du 30 avril 2009 pour le cabinet KPMG S.A..

Au 31 décembre 2020, le cabinet Deloitte & Associés était dans la vingt-deuxième année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la douzième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

A Paris La Défense, le 6 avril 2021

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

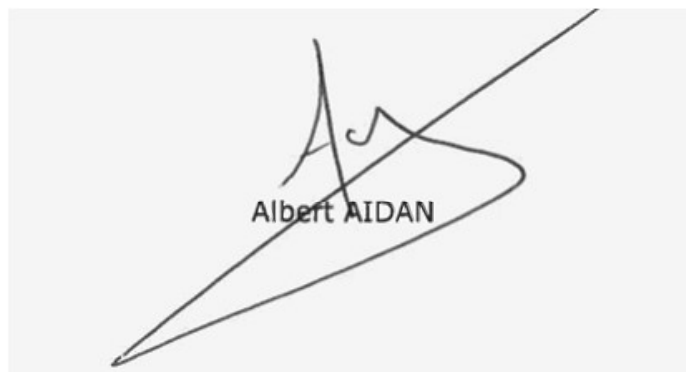


Eric ROBERT



Laurent GENIN

Deloitte & Associés



Albert AIDAN

5.4 COMPTES ANNUELS

5.4.1 BILAN

ACTIF

	2020			2019
<i>En milliers d'euros</i>	Brut	Amortissements & Provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles	947	763	184	134
Immobilisations corporelles	4 406	2 754	1 652	94
Titres de participation	472 778	79 065	393 713	401 135
Prêts	9 727	-	9 727	12 950
Autres immobilisations financières	138 368	-	138 368	121 349
Immobilisations financières	620 873	79 065	541 808	535 434
Actif immobilisé	626 226	82 582	543 644	535 662
Créances d'exploitation	17 086	-	17 086	26 582
Comptes courants – Groupe et Associés	3 978	1 119	2 859	10 390
Valeurs mobilières de placement	4 207	-	4 207	5 680
Disponibilités	23 735	-	23 735	6 076
Charges constatées d'avance	79	-	79	344
Écart de conversion actif	1 217	-	1 217	529
Actif circulant	50 302	1 119	49 183	49 601
Total de l'actif	676 528	83 701	592 827	585 263

PASSIF

	2020	2019
Capital	15 668	15 668
Primes liées au capital	122	122
Réserve légale	1 567	1 567
Réserve réglementée et autres réserves	4 414	4 414
Report à nouveau	393 995	402 300
Résultat de l'exercice	(19 232)	6 751
Capitaux propres	396 534	430 822
Provisions pour risques et charges	21 131	22 321
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	64 014	77 045
Emprunts et dettes financières divers	101 922	44 107
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 923	3 568
Dettes fiscales et sociales	1 558	2 955
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	24	100
Autres dettes	5 720	4 345
Écart de conversion passif	1	-
Dettes	175 162	132 120
Total du passif	592 827	585 263

5.4.2 COMPTE DE RÉSULTAT

En milliers d'euros	2020	2019
Chiffre d'affaires	8 696	9 125
Reprises sur provisions et transferts de charges	12	66
Produits d'exploitation	8 708	9 191
Achats et charges externes	(6 324)	(7 267)
Impôts, taxes et versements assimilés	(180)	(157)
Salaires et charges sociales	(2 739)	(2 991)
Jetons de présence	(277)	(246)
Dotation aux amortissements et provisions	(225)	(82)
Charges d'exploitation	(9 745)	(10 743)
Résultat d'exploitation	(1 037)	(1 552)
Produits financiers	62 132	18 273
Charges financières	(67 695)	(10 542)
Résultat financier	(5 563)	7 731
Résultat courant	(6 600)	6 179
Résultat exceptionnel	(13 191)	(143)
Impôt sur les bénéfices	559	715
Résultat de l'exercice	(19 232)	6 751

5.4.3 ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX 2020

La présente annexe complète le bilan, avant répartition, de l'exercice clos le 31 décembre 2020, dont le total s'élève à 592 827 milliers d'euros, ainsi que le compte de résultat qui dégage une perte de 19 232 milliers d'euros.

L'exercice a une durée de douze mois allant de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020.

Les chiffres sont indiqués en milliers d'euros, sauf indication contraire.

SOMMAIRE DES NOTES ANNEXES

NOTE 1	FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE	137	NOTE 11	AUTRES INFORMATIONS	144
NOTE 2	RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	138	NOTE 12	DETTES	144
NOTE 3	INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT	140	NOTE 13	CHARGES À PAYER	144
	3.1 Variations de l'actif immobilisé brut	140	NOTE 14	ENGAGEMENTS HORS BILAN	145
	3.2 Variations des immobilisations financières	140	NOTE 15	CHIFFRE D'AFFAIRES	145
	3.3 Variation des amortissements	141	NOTE 16	EFFECTIF MOYEN	145
NOTE 4	TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS	141	NOTE 17	TRANSFERT DE CHARGES	145
NOTE 5	PROVISIONS	142	NOTE 18	RÉSULTAT FINANCIER	146
NOTE 6	CRÉANCES	142	NOTE 19	RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	147
NOTE 7	PRODUITS À RECEVOIR	143	NOTE 20	IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS	147
NOTE 8	DÉTAIL DES VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT	143	NOTE 21	INFORMATIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES ET PARTICIPATIONS	148
NOTE 9	CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	143	NOTE 22	IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ	149
NOTE 10	CAPITAL	143			

NOTE 1

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Effet de la pandémie de Covid-19 sur les filiales et participations de la société

L'exercice 2020 a été marqué par les impacts négatifs, notamment du fait de l'impossibilité d'accès aux sites de certains clients pendant la période de confinement sanitaire généralisé en France, de la pandémie de Covid-19 sur le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel des principales sociétés contrôlées par la Société (malgré les mesures de prise en charge publique, pour l'essentiel en France, de l'activité partielle d'un certain nombre de salariés et d'exonération des cotisations employeur correspondantes), sans toutefois que ces impacts puissent être chiffrés de façon précise.

La société Expleo Group, détenue par la Société à hauteur de 38,16% et mise en équivalence dans ses états financiers consolidés, a été pour sa part très sensiblement affectée par la pandémie de Covid-19, du fait d'une forte baisse de l'activité réalisée avec les secteurs de l'automobile et de l'aéronautique. En conséquence de cette baisse d'activité, certaines filiales d'Expleo Group ont dû engager des mesures de restructuration dont le provisionnement a fortement pénalisé le résultat net consolidé d'Expleo Group pour l'exercice 2020. La Société a déprécié les titres de participation Expleo Group figurant à l'actif de son bilan à hauteur de 49,5 millions d'euros, pour la ramener à 43,0 millions d'euros au 31 décembre 2020, l'alignant ainsi sur la valeur de ces mêmes titres figurant à l'actif de sa situation financière consolidée arrêtée à cette même date.

Évolution des filiales et participations

PRISES DE PARTICIPATION DANS DE NOUVELLES FILIALES

Le 20 février 2020, Assystem S.A. (la « Société ») a acquis 1 % des titres de participation de la société Assystem Engineering Services India LLP pour 1 millier d'euros.

Le 2 mars 2020, la Société a acquis 1 % des titres de participation de la société Assystem Engineering Services for Egypt, pour 0,2 millier d'euros.

Le 30 septembre 2020, la transmission universelle de patrimoine de la société Bâtir Conseils a eu pour effet de comptabiliser à l'actif de la Société la totalité des titres de la société ECP soit 2 856 actions pour un montant de 34 761 milliers d'euros et le solde des titres de la société AEOS, soit 2 488 actions pour un montant de 151 milliers d'euros.

Le 31 décembre 2020, la Société a acquis 100 % des titres de participation de la société Assystem Care France, soit 11 381 481 actions, pour un montant de 14 400 milliers d'euros et 100 % des titres de participation de la société Assystem Care Switzerland, soit 250 000 actions, pour un montant de 6 300 milliers d'euros auprès de la société Assystem Care Holding.

AUGMENTATION DE CAPITAL OU RENFORCEMENT DU MONTANT DE LA PARTICIPATION DANS CERTAINES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Le 4 juin 2020, la Société a acquis 49 % des titres de la société Assystem Envy pour un montant de 5 720 milliers d'euros, portant ainsi sa participation à 100 %.

Le 23 juin 2020, la Société a souscrit à l'augmentation de capital de la société Assystem Engineering Services India LLP à hauteur de 3 milliers d'euros.

Le 30 juin 2020, la Société a reçu de la part de sa filiale Assystem Engineering and Operations Services 8 015 actions de la société Bâtir Conseils au titre de versement de dividendes pour un montant de 22 644 milliers d'euros.

Le 30 novembre 2020, la Société a souscrit à l'augmentation de capital de la société Assystem Conseils par élévation de la valeur nominale des actions de 20 à 185 euros chacune pour un montant de 25 milliers d'euros.

Le 22 décembre 2020, la Société a souscrit à une augmentation de capital de la société ASCO pour un montant de 600 milliers d'euros, représentant 1 925 nouvelles actions.

CESSION DE TITRES ET LIQUIDATION DE FILIALE

La Société a cédé le 10 avril 2020 1,72 % du capital de la société Eurosyn pour un montant de 87 milliers d'euros, et ensuite cédé le 7 juillet 2020 les 50,04 % du capital d'Eurosyn restant en sa possession pour un montant de 2 523 milliers d'euros à la société H2D Invest.

Le 30 septembre 2020, la Société a procédé à la dissolution par anticipation sans liquidation de sa filiale Bâtir Conseils, au travers d'une transmission universelle de patrimoine.

Le 31 décembre 2020, la Société a cédé sa participation de 0,03 % au capital de la société Assystem Care Belgium à sa filiale Assystem Care Holding pour un montant de 2 milliers d'euros.

Actions propres

L'éventuelle provision pour dépréciation relative aux actions propres détenues par la société est déterminée en utilisant, pour apprécier la valeur d'inventaire de ces dernières, le cours moyen de bourse du dernier mois de l'exercice. La valeur ainsi calculée étant supérieure à celle résultant du cours moyen des actions auto détenues, aucune provision pour dépréciation n'a été constatée au 31 décembre 2020.

Les plans d'attributions d'actions gratuites et/ou de performance mis en place en 2016, 2017 et 2018 arrivés à échéance en 2020 ont été livrés au cours de l'exercice.

Quatre plans d'attributions d'actions gratuites et/ou de performance mis en place en 2018, 2019 et 2020 non échus, au titre de bénéficiaires salariés de filiales de la Société, font l'objet d'une provision de 4 207 milliers d'euros et ont donné lieu à la constatation d'un produit à recevoir d'un montant identique.

Pour les bénéficiaires de ces plans salariés de la Société, le montant de la provision s'élève à 23 milliers d'euros.

Composition de l'actionnariat du groupe Assystem

La Société est contrôlée par la société HDL Development qui détient, au 31 décembre 2020, 57,14 % du capital et 74,74 % des droits de vote effectifs.

HDL Development est une société contrôlée au 31 décembre 2020 à hauteur de 87,85 % par la société HDL (dont 52,47 % directement et 35,38 % au travers des sociétés CEFID, H2DA et EEC). La société HDL est elle-même contrôlée à 100 % par Monsieur Dominique Louis, Président-directeur général de la société Assystem S.A., qui détient également en propre 0,48 % du capital de HDL Development. Le solde du capital de cette dernière, soit 11,67 %, est détenu par des managers et ex-managers du groupe Assystem.

Financements bancaires

Assystem dispose depuis septembre 2017 d'un crédit renouvelable (RCF) de 120 millions d'euros, dont 4 millions d'euros utilisés au 31 décembre 2020, et d'un crédit d'investissement de 60 millions d'euros. Le RCF et le crédit d'investissement viennent à échéance en septembre 2024, sans échéance intermédiaire en principal. Les autres termes et conditions de ces crédits sont inchangés.

Le RCF et le crédit d'investissement sont soumis à un engagement de maintien du ratio endettement net / EBITDA du groupe Assystem en dessous d'un plafond de 3,75 chaque 31 décembre et de 3,95 chaque 30 juin. Cet engagement est respecté au 31 décembre 2020.

Évolution du capital social et de la prime d'émission

Le montant du capital n'a pas évolué au cours de l'exercice.

Il s'élève à la clôture à 15 668 216 euros.

Événements postérieurs à la clôture

Néant

Facteurs de risques

CONTRÔLES FISCAUX

La Société a fait l'objet d'une notification de redressement fiscal fin 2014 à hauteur de 13,5 millions d'euros portant sur des montants de

crédit impôt recherche (CIR) enregistrés au titre des exercices 2010, 2011 et 2012 par son ancienne filiale Assystem France, membre de son groupe d'intégration fiscale pour lesdits exercices.

Assystem France a transféré ce risque à la Société en fin d'année 2016 moyennant paiement d'une indemnité d'un montant de 7,3 millions d'euros, la Société provisionnant en contrepartie ce même montant.

Compte tenu de l'émission fin 2017 par l'administration fiscale d'avis de mise en recouvrement, le risque correspondant a fait l'objet d'une provision complémentaire durant l'exercice 2017 dans les comptes de la Société. Il est depuis intégralement provisionné, en principal et intérêts de retard potentiels.

Au 31 décembre 2020, la provision s'élève à 16,8 millions d'euros.

La Société a contesté en totalité la validité de ce redressement par voie de réclamation contentieuse puis, au cours de l'exercice 2020, auprès du tribunal administratif compétent.

Pour mémoire, au cours de l'exercice 2019, une procédure de vérification de la comptabilité de la Société avait été menée par la Direction des vérifications nationales et internationales pour les exercices 2016 et 2017. Cette procédure s'était conclue sans rectification.

EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux auquel le groupe est exposé provient de sa dette conclue le 28 septembre 2017 (et amendée deux fois depuis cette date), composée des encours de tirage d'un crédit renouvelable de 120 millions d'euros venant à échéance en septembre 2024, utilisé au 31 décembre 2020 à hauteur de 4 millions d'euros et d'un crédit d'investissement de 60 millions d'euros, également à échéance septembre 2024. Les intérêts payables au titre des deux crédits sont indexés sur l'Euribor de la période considérée soit un et/ou trois mois. Tant que l'indice est négatif, il est réputé égal à zéro. Le Groupe a mis en place une couverture de taux pour un montant nominal de 60 millions d'euros égal au montant du crédit d'investissement. Cette couverture, au titre de laquelle Assystem reçoit l'Euribor 3 mois, avec un floor à zéro, et paye un taux fixe annuel de 0,05 %, court du 30 juin 2020 au 30 juin 2023.

NOTE 2

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes sociaux de l'exercice 2020 sont établis et présentés conformément aux articles L.°123-12 à L.°123-28 du Code de commerce, aux dispositions du décret n° 83-1020 du 29 novembre 1983, au règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016.

Rappel des principes comptables :

Les principes comptables généraux ont été appliqués dans le respect des règles communément admises :

- continuité de l'exploitation ;
- indépendance des exercices ;
- permanence des méthodes comptables.

Les valeurs sont inscrites en comptabilité suivant la méthode habituelle des coûts historiques.

Immobilisations

Les immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur prix de revient d'origine, abstraction faite de toute charge financière.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire appliqué à la durée d'utilisation estimée.

Les durées et modes d'amortissement sont les suivants :

● logiciels	1 à 5 ans
● brevets	4 ans
● installations et agencements	5 à 10 ans
● matériel de transport	3 à 5 ans
● matériel de bureau	3 à 5 ans
● mobilier de bureau	5 à 10 ans
● constructions	20 ans

Titres de participation

Les titres sont comptabilisés, à leur date d'entrée, au coût historique d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Les cessions sont évaluées à leur prix de revient. Le calcul de la plus ou moins-value est fondé sur la valeur comptable des titres cédés.

À chaque clôture annuelle, la Société estime la valeur d'utilité de ses participations afin de déterminer si celle-ci est inférieure à la valeur nette comptable. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.

Pour l'estimation de la valeur d'utilité, et en fonction de l'activité exercée par la participation, la société retient l'une des méthodes suivantes : une approche économique (fondée sur les flux de trésorerie prévisionnels ou la méthode des multiples d'EBIT) ou une approche patrimoniale (fondée sur la quote-part de capitaux propres détenus).

Frais d'acquisition de titres de participation

Ces frais sont comptabilisés en charges.

Ils sont réintégrés fiscalement lors de l'exercice d'acquisition des titres de participation puis font l'objet d'une déduction extra-comptable sur cinq ans à compter de la date d'acquisition des titres.

Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont inscrites à leur valeur nominale.

Créances

Les créances et dettes sont évaluées à la valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques de non-recouvrement.

Il s'agit essentiellement de créances sur des entreprises liées.

Frais d'émission d'emprunt

Les frais d'émission d'emprunt sont intégralement comptabilisés en charge au cours de l'exercice durant lequel ils sont encourus.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une provision pour dépréciation est comptabilisée pour la différence.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « Écart de conversion ». Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques en totalité.

Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dans le respect des principes comptables et du règlement CRC 00-06 sur les passifs.

Provisions pour Indemnités de fin de carrière (IFC)

Les droits dus font l'objet d'une provision déterminée en tenant compte de l'ancienneté du salarié et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ à la retraite. Le calcul repose sur une méthode actuarielle intégrant des hypothèses de rotation de personnel, d'évolution des salaires et d'âge de départ.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes :

- taux d'actualisation 0,70 %
- taux d'augmentation des salaires 1,80 %
- taux de turn-over médian 10 / 15 %
- table de mortalité utilisée INSEE 2019

Sources principales d'incertitude relatives aux estimations

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir un impact sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou du compte de résultat, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Assystem revoit ces estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Ces estimations, hypothèses ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou de situations existantes à la date d'établissement des comptes qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Ces estimations concernent principalement les provisions pour risques et charges et les hypothèses retenues pour l'établissement des plans d'affaires utilisés pour la valorisation des titres de participation.

Provisions pour risques filiales

Les filiales pour lesquelles un risque est identifié font l'objet d'une provision.

Opérations de couverture effectuées

L'acquisition en 2016 des titres de la filiale Envy (société turque) a été réalisée en devises. Cette opération a fait l'objet d'une couverture de type Swap.

Le montant comptabilisé au bilan au titre des résultats réalisés des dérivés est de 1 201 milliers d'euros.

NOTE 3

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT

3.1 Variations de l'actif immobilisé brut

En milliers d'euros	Montants début exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin exercice
Immobilisations incorporelles	865	82	-	947
Immobilisations corporelles	2 752	1 661	7	4 406
Immobilisations financières	558 571	123 083	60 781	620 873
Total	562 188	124 826	60 788	626 226

Les immobilisations incorporelles correspondent à des logiciels pour une valeur de 874 milliers d'euros, à un brevet complètement amorti pour 15 milliers d'euros et à des immobilisations en cours pour 58 milliers d'euros.

Les immobilisations corporelles sont composées de constructions et agencements pour 3 617 milliers d'euros, de mobilier et matériel de

bureau pour 573 milliers d'euros et d'œuvres d'art pour 216 milliers d'euros.

Les variations des immobilisations financières détaillées en note 3-2 ci-dessous correspondent essentiellement aux acquisitions de titres de participation précédemment évoquées en note 1, à de nouveaux prêts accordés à des filiales ainsi qu'aux opérations sur actions propres.

3.2 Variations des immobilisations financières

En milliers d'euros	Montants début exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin exercice
Titres de participation ⁽¹⁾	424 272	84 605	36 099	472 778
Prêts rattachés à des participations ⁽²⁾	12 950	989	4 212	9 727
Dépôts et cautionnements	11	47	-	58
Obligations convertibles (y compris intérêts courus)	111 384	14 458	4 462	121 380
Actions propres	9 954	11 042	4 066	16 930
Total	558 571	111 141	48 839	620 873

(1) L'augmentation des valeurs brutes des titres de participation se décompose comme suit :

- transfert de titres AEOS pour 151 milliers d'euros (à l'occasion de la transmission universelle de patrimoine de la société Bâtir Conseils) ;
- acquisition de titres Assystem Envy pour 5 720 milliers d'euros ;
- acquisition de titres Bâtir Conseils pour 22 644 milliers d'euros ;
- acquisition de titres Assystem Care France pour 14 400 milliers d'euros ;
- acquisition de titres Assystem Care Switzerland pour 6 300 milliers d'euros ;
- transfert de titres ECP pour 34 761 milliers d'euros (à l'occasion de la transmission universelle de patrimoine de la société Bâtir Conseils) ;
- acquisition de titres ASCO pour 600 milliers d'euros ;
- acquisition de titres Assystem Conseils pour 25 milliers d'euros ;
- acquisition de titres Assystem Engineering Services India LLP pour 4 milliers d'euros ;
- acquisition de titres Assystem Engineering Services for Egypt pour 0,2 millier d'euros.

La diminution des valeurs brutes des titres de participation correspond à la sortie par voie de transmission universelle de patrimoine des titres Bâtir Conseils pour 36 072 milliers d'euros et Assystem Care Belgium pour 27 milliers d'euros.

(2) Des prêts ont été accordés au cours de l'exercice à des filiales de la société pour un montant global de 989 milliers d'euros.

Le montant total des remboursements de prêts est de 4 212 milliers d'euros sur l'exercice 2020.

Les variations ci-dessus sont enregistrées au taux du jour, l'effet des écarts de conversion sur l'ensemble des prêts est une perte de change latente de 689 milliers d'euros.

Les mouvements sur les actions propres sont résumés ci-dessous :

Mouvements concernant les actions propres (en milliers d'euros)	Nombre d'actions	Valeur comptable
Nombre d'actions propres au 31 décembre 2019	670 640	15 634
Acquisitions (contrat de liquidités)	70 379	1 704
Acquisitions (mandat de rachat d'actions)	382 887	9 128
Cessions (contrat de liquidités)	(60 608)	(1 714)
Livraisons d'actions gratuites	(207 450)	(3 615)
Nombre d'actions propres au 31 décembre 2020 ⁽¹⁾	855 848	21 137

(1) Les actions propres sont enregistrées à l'actif du bilan à hauteur de 16 930 milliers d'euros en « Immobilisations financières » et à hauteur de 4 207 milliers d'euros en « Valeurs mobilières de placement ».

3.3 Variation des amortissements

Immobilisations amortissables (en milliers d'euros)	Montants début exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin exercice
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles	731	32	-	763
Sous-total	731	32	-	763
Immobilisations corporelles				
Construction sur sol propre	1 884	-	-	1 884
Construction installations générales agencements	2	-	-	2
Installations générales	111	75	-	186
Matériel de bureau, informatique et mobilier	487	21	-	508
Sous-total	2 484	96	-	2 580
Total	3 215	128	-	3 343

NOTE 4

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations (en milliers d'euros)	Capital	Capitaux propres y inclus résultat 2020	Quote- part du capital détenu en %	Valeur compt. brute des titres détenus	Valeur compt. nette des titres détenus	Prêts et avances consentis ⁽¹⁾	Montant des cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat dernier exercice clos	Dividendes encaissés
Asssystem Engineering and Operation Services	3 318	77 743	97,69%	85 267	85 267	8 249	8 317	272 252	13 232	22 644
ECP	127	9 606	100,00%	34 761	34 761	-	-	36 436	442	-
ASCO	70	6 127	100,00%	7 600	7 600	-	-	8 615	5 501	-
Asssystem Energy & Infrastructure Ltd	5 795	4 453	100,00%	5 514	5 514	801	4 512	34 008	2 062	-
Asssystem Care Holding	21 385	23 976	100,00%	35 560	23 932	-	-	-	632	-
Asssystem Care France	1 138	13 975	100,00%	14 400	14 400	-	-	15 981	(163)	-
Asssystem Care Switzerland	231	972	100,00%	6 300	6 300	-	102	4 445	36	-
Asssystem Envoy	190	2 383	100,00%	19 738	14 420	-	-	7 054	1 728	445
Asssystem Engineering Services India PLC	390	203	1,00%	4	4	-	-	10	(198)	-
Asssystem Engineering Services For Egypt	20	20	1,00%	-	-	-	-	-	-	-
MPH Global Services	15 805	16 027	100,00%	32 471	21 000	-	132	3 537	2 427	-
ASM Technologies	563	294	99,99%	787	-	-	-	-	(15)	-
Asssystem Australia	0	(472)	100,00%	-	-	414	-	-	(22)	-
Asssystem Solutions DMCC	24	(733)	100,00%	20	-	1 163	-	111	(160)	-
ASG	76	228	100,00%	432	229	49	-	-	(7)	-
SCI du Pont Noir	322	260	99,99%	1 065	1 065	-	-	117	51	-
Asssystem Conseils	14	11	100,00%	28	25	24	-	-	(4)	-
Asssystem Investissements	5	24	100,00%	15	-	-	-	-	(5)	-
Eradma	NC	NC	4,04%	120	-	-	-	NC	NC	-
Expleo Group ⁽²⁾	242 398	101 890	38,16%	92 500	43 000	-	-	907 993	(118 578)	-
Framatome	706 691	NC	5,00%	136 196	136 196	-	-	NC	NC	3 141
Total				472 778	393 713	10 700	13 063			26 230

(1) Hors comptes d'intégration fiscale.

(2) Les capitaux propres, le chiffre d'affaires et le résultat indiqués sont des données consolidées.

La Société a été amenée à provisionner les titres de certaines de ses filiales et participations suite aux tests de valeur réalisés au 31 décembre 2020 conformément aux règles et méthodes comptables décrites précédemment.

NOTE 5

PROVISIONS

En milliers d'euros	Montants début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montants fin exercice
Provisions pour perte de change	2	2	2	2
Autres provisions pour risques ⁽¹⁾	22 319	2 763	3 953	21 129
Total provisions pour risques et charges	22 321	2 765	3 955	21 131
Provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles	174	-	-	174
Provisions sur titres de participations ⁽²⁾	23 137	61 128	5 200	79 065
Sous-total provisions sur actif immobilisé	23 311	61 128	5 200	79 239
Provisions pour dépréciation des comptes courants – Groupe et associés ⁽³⁾	1 061	58	-	1 119
Sous-total provisions sur actif circulant	1 061	58	-	1 119
Total provisions pour dépréciation	24 372	61 186	5 200	80 358
Total	46 693	63 951	9 155	101 489

(1) Les dotations et reprises aux provisions pour risques et charges sont constituées de :

- un complément de provision de 2 352 milliers d'euros concernant les plans d'attribution d'actions gratuites et/ou de performance donnant lieu à refacturation aux filiales du Groupe dont les bénéficiaires sont salariés ;
- une provision de 23 milliers d'euros concernant les plans d'attribution d'actions gratuites et/ou de performance aux salariés Assystem S.A. ;
- un complément de la provision pour risque fiscal de 293 milliers d'euros au titre des intérêts de retard ;
- une provision pour indemnités de fin de carrière pour 95 milliers d'euros ;
- une reprise de provision de 3 829 milliers d'euros constatée lors de la livraison des plans d'attribution gratuite d'actions arrivés à échéance ;
- une reprise de provision de 124 milliers d'euros concernant les frais liés au litige fiscal.

(2) Les principales dotations et reprises aux provisions sur les titres de participation concernent :

- Expleo Group : dotation de 49 500 milliers d'euros ;
- Assystem Care Holding : dotation de 11 628 milliers d'euros ;
- MPH Global Services SAS : reprise de 5 200 milliers d'euros.

(3) La dotation de 58 milliers d'euros concerne Assystem Australia pour 34 milliers d'euros, Assystem Conseils pour 11 milliers d'euros et Assystem Solutions DMCC pour 13 milliers d'euros.

NOTE 6

CRÉANCES

État des créances (en milliers d'euros)	Montants bruts	À 1 an au plus	À plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé			
Obligations convertibles Expleo Group (y inclus coupons courus)	121 380	-	121 380
Prêts	9 727	-	9 727
Autres immobilisations financières	58	-	58
Actions propres ⁽¹⁾	16 930	16 930	-
Sous-total	148 095	16 930	131 165
Créances d'exploitation			
Autres créances clients	2 532	2 532	-
Personnel et comptes rattachés	2	2	-
Avances et acomptes versés sur commandes	270	270	-
État – Impôts sur le bénéfice	6 216	693	5 523
État – Taxe sur la valeur ajoutée	273	273	-
Débiteurs divers ⁽²⁾	7 793	7 793	-
Sous-total	17 086	11 563	5 523
Comptes courants – Groupe et associés	3 978	3 978	-
Charges constatées d'avance	79	79	-
Total	169 238	32 550	136 688

(1) Représentant 687 923 actions propres Assystem S.A.

(2) Dont 4 207 milliers d'euros de produits à recevoir dans le cadre des plans d'attribution d'actions gratuites et/ou de performance concernant les salariés de filiales de la Société.

NOTE 7

PRODUITS À RECEVOIR

- Factures à établir : 2 297 milliers d'euros
- Créances fiscales : 258 milliers d'euros
- Créances sociales : 204 milliers d'euros
- Débiteurs divers : 4 262 milliers d'euros

NOTE 8

DÉTAIL DES VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

En milliers d'euros	Montants début exercice	Achats	Ventes	Montants fin exercice
Actions propres ⁽¹⁾	5 680	2 352	3 825	4 207
Total	5 680	2 352	3 825	4 207

(1) Représentant 1 67 925 actions propres Assystem S.A., valorisées en cours figé, destinées aux plans d'attribution d'actions gratuites et/ou de performance.

NOTE 9

CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Les charges et produits constatés d'avance relèvent exclusivement de l'exploitation.

NOTE 10

CAPITAL

Le capital de la société s'élève à 15 668 216 euros à la clôture de l'exercice. Il est composé d'actions d'une valeur nominale d'un euro.

	Nombre d'actions
1 – Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice	15 668 216
2 – Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice	-
3 – Actions ou parts sociales annulées pendant l'exercice	-
4 – Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	15 668 216

TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	31/12/2020	31/12/2019
Montant au début de l'exercice	430 822	439 075
Résultat de l'exercice clos le 31 décembre	(19 232)	6 751
Distribution de dividendes / remboursement prime d'apport	(15 056)	(15 004)
Variation du capital		
• augmentation	-	-
• diminution	-	-
Variation des primes, réserves, report à nouveau et provisions réglementées		
• augmentation	6 751	20 731
• diminution	(6 751)	(20 731)
Montant en fin d'exercice	396 534	430 822

NOTE 11 AUTRES INFORMATIONS

Les instruments potentiellement dilutifs au 31 décembre 2020 sont constitués en totalité des actions gratuites avec ou sans condition de performance non encore livrées, soit 170 925 actions.

NOTE 12 DETTES

État des dettes (en milliers d'euros)	Montants bruts	À 1 an au plus	À plus d'1 an et à 5 ans au plus	À plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	64 014	14	64 000	-
Dépôts et cautionnements reçus	31	-	31	-
Comptes courants – Groupe et associés	101 891	101 891	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 923	1 923	-	-
Personnel et comptes rattachés	388	388	-	-
Sécurité sociale et autres organismes	528	528	-	-
État et autres collectivités publiques	570	570	-	-
Autres impôts, taxes assimilées	72	72	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	24	24	-	-
Autres dettes	5 720	5 720	-	-
Total	175 161	111 130	64 031	-

En milliers d'euros	Montants début exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin exercice
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Crédit d'investissement et crédit renouvelable	77 000	-	13 000	64 000
Découverts bancaires	5	-	5	-
Intérêts courus à payer	40	14	40	14
Total emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	77 045	14	13 045	64 014
Emprunts et dettes financières divers				
Dépôts et cautionnements reçus	31	-	-	31
Comptes courants de filiales ⁽¹⁾	44 076	57 815	-	101 891
Total emprunts et dettes financières divers	44 107	57 815	-	101 922

(1) L'augmentation du montant des comptes courants des filiales est notamment liée aux décalages de paiement obtenus par certaines filiales auprès de l'URSSAF dans le cadre de la gestion de la pandémie de Covid-19.

Charges et produits rattachés	Charges	Produits
Intérêts sur emprunts	(855)	-
Charges de gestion de trésorerie Groupe ⁽²⁾	(58)	164

(2) Charges et produits financiers liés à la rémunération des comptes courants et à la centralisation de trésorerie intra-groupe.

NOTE 13 CHARGES À PAYER

- Factures non parvenues : 1 672 milliers d'euros
- Dettes fiscales et sociales : 1 044 milliers d'euros
- Intérêts courus sur emprunts et dettes financières : 14 milliers d'euros

NOTE 14

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements donnés (en milliers d'euros)	Montants
Avals et cautions	16 604
Engagements reçus	Montants
Crédit renouvelable non utilisé	116 000

ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES

Obligations (en milliers d'euros)	Montants	Échéancier		
		À moins d'un an	De un à cinq ans	À plus de cinq ans
Contrats de location simple				
• véhicules	183	67	116	-
• locaux	2 419	310	1 551	558
Total	2 602	377	1 667	558

Instruments financiers dérivés

Afin de sécuriser les marges opérationnelles relatives aux contrats significatifs libellés en devises, la société utilise des couvertures de change sous la forme principalement d'achat et/ou vente à terme.

Ainsi, pour la couverture des opérations intra-groupe significatives en devises, la société a recours à des swaps de trésorerie.

Les principes comptables applicables aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture ont été modifiés par le règlement ANC n° 2015-05 du 2 juillet 2015. Assystem applique ce nouveau règlement depuis le 31 décembre 2016.

La réévaluation au bilan de l'ensemble de ces ventes à terme représente, à la fin de l'exercice 2020, 52 milliers d'euros, classés à l'actif en instruments de trésorerie.

NOTE 15

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires se compose de prestations administratives, de gestion et de facturations liées à la mise à disposition de compétences diverses, essentiellement au profit des filiales du groupe Assystem.

Une segmentation du chiffre d'affaires par secteur d'activité n'est pas pertinente ; une distinction par zone géographique ne serait pas significative.

NOTE 16

EFFECTIF MOYEN

L'effectif moyen s'élève à huit salariés au cours de l'exercice 2020.

Le dirigeant rémunéré par la Société n'a pas de contrat de travail. Il est rémunéré au titre de son mandat social.

NOTE 17

TRANSFERT DE CHARGES

Avantages en nature : 28 milliers d'euros

NOTE 18

RÉSULTAT FINANCIER

En milliers d'euros	31/12/2020
Produits financiers de participations	41 462
Dividendes reçus	41 462
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	195
Intérêts des prêts	195
Autres intérêts et produits assimilés	8 977
Produits de gestion de trésorerie Groupe	165
Autres produits financiers ⁽¹⁾	8 812
Reprise sur provisions et transfert de charges	9 030
Reprise sur provisions sur perte de change	2
Reprise sur provisions sur immobilisations financières ⁽²⁾	9 028
Différences positives de change	2 468
Gain de change	2 468
Total produits financiers	62 132
Dotations financières aux amortissements et provisions	(63 563)
Dotations aux provisions pour risques et charges financières ⁽³⁾	(63 561)
Dotations aux provisions pour perte de change	(2)
Intérêts et charges assimilées	(1 705)
Intérêts sur emprunts	(855)
Charges de gestion de trésorerie Groupe	(58)
Autres charges financières	(792)
Différences négatives de change	(2 427)
Perte de change	(2 427)
Total charges financières	(67 695)
Résultat financier	(5 563)

(1) Dont 9 996 milliers d'euros d'intérêts sur obligations convertibles Expleo Group.

(2) Dont 3 828 milliers d'euros de reprise de provision pour attribution d'actions gratuites, 124 milliers d'euros de reprise de provision pour litige fiscal et 5 200 milliers d'euros de reprise de provision pour dépréciation de titres de participation.

(3) Dont 61 128 milliers d'euros de provisions pour dépréciation de titres de participation, 58 milliers d'euros de provision pour dépréciation de comptes courants et 2 375 milliers d'euros de provision pour attribution d'actions gratuites.

NOTE 19

RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

En milliers d'euros	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations en capital	6 697
Produits de cession d'immobilisations financières ⁽¹⁾	3 018
Boni sur actions d'autocontrôle	3 679
Reprises sur provisions et transferts de charges	124
Total produits exceptionnels	6 821
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(5)
Autres charges exceptionnelles de gestion	(5)
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	(19 714)
Valeur nette des immobilisations financières cédées ⁽²⁾	(15 787)
Mali sur actions d'autocontrôle	(3 927)
Dotation exceptionnelle aux amortissements et provisions	(293)
Dotation aux provisions pour risques ⁽³⁾	(293)
Total charges exceptionnelles	(20 012)
Résultat exceptionnel	(13 191)

(1) Dont produit net de 2 610 milliers d'euros pour la cession des titres de la société Eurosyn.

(2) Dont valeur de sortie des titres Bâtir Conseils à l'occasion de la TUP du 30 septembre 2020 : 15 761 milliers d'euros.

(3) Dont 293 milliers d'euros de complément de provision pour litige fiscal (voir note 1).

NOTE 20

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Ventilation de l'impôt

La répartition de l'impôt entre la partie du résultat courant et le résultat exceptionnel a été effectuée en considération de la nature des produits et charges correspondants. L'incidence de l'intégration fiscale a été considérée comme relevant du résultat exceptionnel.

En milliers d'euros	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat courant	(6 600)	239	(6 361)
Résultat exceptionnel	(13 191)	320	(12 871)
Résultat de l'exercice	(19 791)	559	(19 232)

Informations relatives au régime d'intégration fiscale

La Société est la tête d'un groupe d'intégration fiscale qui comprend les sociétés suivantes : Assystem Engineering and Operation Services, SCI Pont Noir, ASG, Insiema, Assystem Conseils, Assystem Investissements,

Assystem Care France, MPH International, MPH Global Services, ECP et ECP DS.

Les modalités de calcul de l'impôt sur les sociétés dû par chaque entité du groupe fiscal sont déterminées selon les règles fiscales de droit commun en vigueur à la date de clôture de l'exercice et comme si chaque entité du groupe fiscal était imposée séparément.

Informations relatives aux accroissements et allègements de la dette future d'impôts

En milliers d'euros		
Accroissements de la dette future d'impôt (au taux de 28,42 %)	Base 2020	Montant de l'impôt
État néant	-	-
Total	-	-

Allègements de la dette future d'impôt (au taux de 28,42 %)	Base 2020	Montant de l'impôt
Provision retraite	138	(39)
Provision pour dépréciation	175	(50)
Charges sur projets d'acquisition	702	(200)
Effets de change	4	(1)
Autres charges	228	(65)
Total	1 247	(355)

NOTE 21

INFORMATIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES ET PARTICIPATIONS

Postes (en milliers d'euros)	Montant concernant les entreprises	
	liées	avec lesquelles la Société a un lien de participation
Participations ⁽¹⁾	214 517	179 196
Obligations convertibles Expleo Group	-	121 380
Prêts	9 727	-
Autres immobilisations financières	16 988	-
Créances clients et comptes rattachés	2 491	53
Comptes courants débiteurs	3 977	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(375)	(31)
Comptes courants créditeurs	(101 891)	-
Produits de participation	38 322	3 141
Produits sur obligations convertibles Expleo Group	-	9 996
Autres produits financiers	360	-
Charges financières	(58)	-

(1) Dont pour les entreprises avec lesquelles la Société a un lien de participation, 5 % du capital de Framatome pour 136 196 milliers d'euros et 38,16 % du capital d'Expleo Group pour 43 000 milliers d'euros.

Assystem n'a pas identifié d'autres transactions avec des parties liées non conclues à des conditions normales de marché ou ayant un impact matériel sur les comptes.

À ce titre, aucune information complémentaire visée par l'article R. 123-198 11° du Code de commerce n'est nécessaire.

NOTE 22

IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ

La société Assystem S.A. est la société mère consolidante du groupe Assystem.
Assystem S.A. (ISIN : FR0000074148-ASY) est cotée sur Euronext Paris.